



FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE ESSENTIELLE

PATRICE VIDAL

Dans l'arrière-cour de Moscou

Dans l'arrière-cour de Moscou

Patrice Vidal

Dans l'arrière-cour de Moscou

François-Xavier de Guibert
3, rue Jean-François Gerbillon, 75006 Paris

© Office d'Édition Impression Librairie (O.E.I.L.)

F.-X. de Guibert, Paris, 2009

www.fxdeguibert.com

ISBN : 978-2-7554-03060

ISBN pdf : 9782755411126

Prologue

Paris, septembre-octobre 2008

Dans la nuit du 7 au 8 août 2008, les forces armées géorgiennes lancent une offensive de grande ampleur contre les rebelles sécessionnistes d'Ossétie du Sud : engageant l'essentiel de ses moyens militaires, la Géorgie parvient à s'emparer en quelques heures de nombreux villages ossètes tandis que Tskhinvali, la « capitale » autoproclamée des indépendantistes est encerclée et violemment bombardée par l'artillerie. Au petit matin, la nouvelle se propage à travers les chancelleries et les rédactions, provoquant la stupeur d'une communauté internationale encore plongée dans l'effervescence de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin. À l'issue de ces heures dramatiques, les autorités géorgiennes annoncent la fin des combats, 90 % du territoire rebelle étant désormais occupés par Tbilissi. Le ministre d'État géorgien à la Réintégration, Témour Yakobachvil peut alors parader en annonçant aux médias que « toute résistance serait insensée [et] provoquerait une augmentation du nombre des victimes et d'énormes destructions ». Magnanime, il en appelle à la Russie qui, « à cette étape, doit intervenir comme un vrai pacificateur ».

Le triomphe des autorités géorgiennes sera pourtant de courte durée : dès la fin de la matinée, la Russie affirme, par la voie de son Premier ministre Vladimir Poutine, présent à la cérémonie d'ouverture des Jeux, que la riposte est « évidente ». D'autant que l'opération en cours a d'ores et déjà causé la mort d'une dizaine de soldats russes¹. Au matin du 9 août, le président Medvedev

1. Soldats dits des « Forces de la paix » (Mirii Soldaitiy ou MS) sous mandat de l'ONU.

annonce qu'une contre-offensive de la 58^e Armée vient d'être lancée : c'est le début d'un véritable conflit entre Moscou et Tbilissi, conflit qui durera plusieurs jours et dont les termes vont s'avérer catastrophiques pour la partie géorgienne. Loin des conflits asymétriques ayant accaparé les responsables politiques et militaires occidentaux durant ces dernières années, une guerre conventionnelle entre armées régulières vient d'éclater aux marges du continent européen.

Lorsqu'un cessez-le-feu négocié par la France et l'Union européenne intervient le 13 août, force est de constater le bilan désastreux que la Géorgie doit tirer.

- La politique de réintégration des territoires sécessionnistes par la force s'avère être un échec ; en la matière, le cabinet du président Mikhaïl Saakachvili semble avoir grandement sous-estimé la volonté ou la capacité de Moscou. Au soir du 13 août, le retour de l'Ossétie, et à plus forte raison de l'Abkhazie, dans le giron géorgien paraît désormais, si ce n'est impossible, à tout le moins très improbable. La rupture, déjà amplement engagée, semble aujourd'hui définitive entre le pouvoir géorgien et ses minorités rebelles. Et sauf à envisager l'expulsion des insurgés, hypothèse ô combien irréaliste politiquement et militairement, peu de solutions communes se font jour pour soutenir le mythe d'un espace national géorgien maintenu sur la base des frontières de 1992.

Par ailleurs, le choix du recours à la force s'est révélé pour le moins discutable : d'une part, en se présentant comme la victime d'un certain expansionnisme russe, la Géorgie a inversé le rapport de perception largement positif dont elle s'était jusqu'alors prévalu auprès des opinions publiques. D'autre part, en faisant fi de l'expérience accumulée lors de l'équipée adjare de 2003², Tbilissi a résolument écarté le subtil modèle de réintégration, savant mélange de démonstration de force, de communication politique et d'agitation populaire hérité des

2. Cf. chapitre I.

théories de la non-violence, modèle qui avait pourtant assuré le succès du président Saakachvili face à l'autocrate Abashidzedé.

- En termes de gains territoriaux ensuite, le résultat de l'attaque géorgienne est totalement nul, voire même négatif dans la mesure où les milices abkhazes ont repris, dans la foulée de la contre-offensive russe, la zone stratégique des gorges de Kodori, seule fraction du territoire abkhaze que les Géorgiens étaient difficilement parvenus à conquérir en 2006. Pis, l'armée russe campe en territoire géorgien et n'est éloignée que de quelques dizaines de kilomètres de Tbilissi.

En dépit de l'accord signé, on ne voit pas très bien ce qui pourrait contraindre les Russes à abandonner leurs avant-postes, lesquels les autorisent à exercer une pression militaire directe sur la Géorgie utile : ports pétroliers de Poti, Sotcha et Batoumi, oléoduc BTC... À cet égard, il est, à ce stade, difficile d'entrevoir toutes les conséquences du succès militaire russe de l'été 2008 sur l'architecture géo-économique régionale. L'actuel regain de tension force ainsi les différents opérateurs gaziers et pétroliers à envisager une révision de leur politique d'écoulement de flux de telle manière que la viabilité du grand projet d'oléoduc américano-européen Nabucco pourrait être remise en question. Quelques jours après la fin des hostilités, l'Azerbaïdjan annonçait ainsi qu'il examinait une proposition alternative qui l'amènerait à réexporter le gaz via les gazoducs russes. De même, dès le début du conflit, Karim Massimov, le Premier ministre kazakh, ordonnait la suspension des exportations de pétrole via le port de Batoumi, dont le groupe d'État kazakh KazMunaiGaz est propriétaire à 100 %. Le géant pétrolier BP, qui opère trois oléoducs importants en Géorgie, a aussi stoppé toute livraison. Au reste, l'entrée de l'armée russe dans Poti, au-delà des objectifs strictement militaires de l'opération (destruction de la marine géorgienne dont le quartier général et les principales unités étaient stationnés dans le port) représente, à n'en pas douter, un signe fort à l'encontre des Occidentaux en général et des Européens en particulier. Au cours de la décennie écoulée,

ces derniers ont injecté près de 200 millions d'euros en vue de la modernisation des infrastructures pétrolières et de l'aménagement d'un terminal pétrolier à Koulevi (situé à 15 km au nord de Poti).

- Enfin, la dimension militaire des événements de l'été 2008 n'est pas non plus particulièrement flatteuse pour l'appareil d'État géorgien : l'armée géorgienne (que l'on savait déjà très faible) n'a pas tenu plus de vingt-quatre heures face aux chars et aux parachutistes dépêchés par Moscou. Reste que, si la déroute militaire s'est avérée complète, l'armée géorgienne ne s'est pas non plus débandée, Tbilissi préférant opter pour un ordre de retraite générale plutôt que pour une défense suicidaire du nord du pays. Bien qu'éprouvée, elle est aujourd'hui loin d'être détruite, ses pertes ayant surtout concerné son matériel de fabrication russo-soviétique (chars, pièces d'artillerie, patrouilleurs, hélicoptères). On peut raisonnablement envisager que le rééquipement de ces forces sera rapide, de même qu'il se fera via la livraison de matériels occidentaux, américains et israéliens en priorité. Les meilleures troupes étant engagées à cette date aux côtés des Américains en Irak, celles-ci restent pleinement opérationnelles. Au passage, on notera que le *modus operandi* mis en œuvre pour conquérir Tskhinvali, la « capitale » de l'Ossétie du Sud, fait peu de cas de la possibilité d'infliger des dommages « collatéraux » : en dépit des allégations géorgiennes sur l'abandon de l'agglomération par ses habitants, l'usage intensif des lance-roquettes multiples contre une concentration urbaine n'a rien de chirurgical et s'apparente davantage à une opération punitive ou de terreur.

Au demeurant, les opérations militaires et la période immédiate qui l'a précédée soulèvent un certain nombre d'interrogations : en premier lieu, la rapidité de la riposte russe pose question. Il a en effet suffi de quelques heures aux unités blindées pour voler au secours de Tskhinvali tandis que des troupes aéroportées étaient expédiées sur place par la voie des airs. Surprenante au regard de

l'état général d'une institution encore sous le coup de la désintégration de l'armée Rouge³, cette rapidité de réaction tranche avec les capacités manœuvrières toutes relatives et la lourdeur des opérations conduites en Tchétchénie. Pour le coup, seuls les exercices menés à la frontière géorgienne dans les jours ayant précédé la crise ont permis au commandement de disposer d'un volume de forces suffisant et d'une chaîne logistique efficiente. Or, le ministère russe de la Défense a largement communiqué sur ces exercices de grande ampleur au cours du mois de juillet précédent. Ces mouvements de troupes constituaient autant de signaux adressés aux différents protagonistes locaux. Les responsables géorgiens (et *a fortiori* les personnels du dispositif militaire américain concernés par la formation de l'armée géorgienne⁴) ne pouvaient ignorer le degré de préparation des forces leur faisant face. Tbilissi a-t-il minimisé la volonté politique russe de s'engager militairement aux côtés des Ossètes? Une telle hypothèse, si elle devait se vérifier comme exacte, dévoilerait une incompétence géopolitique rare au vu de la multiplication des incidents ayant contribué à élever le niveau de tension entre les deux pays durant ces derniers mois. Par ailleurs, à Tskhinvali comme à Sukhumi ou à Moscou, on savait que le moindre accrochage pouvait dégénérer en une déflagration générale et on se préparait à un affrontement que beaucoup considéraient comme imminent. Plusieurs observateurs pointent la composition du gouvernement géorgien, formé fin janvier 2008 : trop jeunes⁵, trop inexpérimentés et dépourvus de réelles connaissances du monde politique moscovite, beaucoup de ministres sont connus pour leurs liens notoires avec des fondations américaines ou

3. Les réformes entamées sous Vladimir Poutine commencent à peine à porter leurs premiers fruits.

4. Cf. chapitre I.

5. Le Premier ministre, Vladimir « Lado » Gurgénidze, ancien banquier très influent, est âgé de vingt-neuf ans. Le ministre des Affaires, Mme Eka Tkeshelashvili, a tout juste trente et un ans, tandis que David Kezerashvili, ministre de la Défense, vient à peine d'avoir trente ans. En moyenne, les ministres géorgiens ont un âge proche de la trentaine, seul le ministre de l'Éducation, Giorgi Nodia, ayant dépassé la cinquantaine.

européennes⁶ ou encore pour les réseaux qu'ils entretiennent aux États-Unis ou en Israël⁷.

L'autisme stratégique des dirigeants géorgiens n'est cependant pas la moindre des ambiguïtés du conflit dans le sens où la faiblesse de leur outil militaire aurait dû les contraindre à éviter tout recours à la force. En outre, l'implication de Washington dans certains des secteurs-clés de la défense (C3ISR, marine, forces spéciales) écarte l'éventualité selon laquelle les États-Unis auraient ignoré les préparatifs de l'offensive géorgienne. Dès lors, si l'on ne peut affirmer que les Américains ont soutenu l'action du président Saakachvili, rien n'a été fait pour freiner ce dernier ou, si d'éventuels efforts ont été déployés en ce sens, ceux-ci n'ont guère produit d'effets (ce dernier postulat paraissant hautement illusoire compte tenu de la très grande imbrication des États-Unis dans le quotidien géorgien : coopération militaire déjà évoquée, personnel politique souvent binational, poids des projets de développement économique soutenus par les États-Unis). Dans ces conditions, l'opération menée par l'armée géorgienne – replacée dans son contexte géopolitique et géostratégique – présentait dès l'origine un important risque d'escalade, le facteur de réussite militaire étant lui-même largement soumis à caution.

Autre sujet d'interrogation, la brièveté des combats (moins de quarante-huit heures) et, quoi qu'on en dise, la relative modération de la riposte russe : dès les premières heures de l'avance russe, les unités géorgiennes ont reçu l'ordre de retraite sans faire l'objet d'aucune poursuite. Il semble d'ailleurs que l'essentiel des pertes militaires russes (importantes, puisqu'elles se chiffraient à plusieurs dizaines de tués) soit intervenu dans ces combats initiaux ainsi que lors des bombardements de la première nuit (soit dit en passant, le pilonnage des positions du contingent de

6. Telle que l'Open Society du milliardaire britannique George Soros qui a employé Alexander Lomaia (président du Conseil national de sécurité) ou David Darchiashvili (responsable du Comité parlementaire pour l'intégration européenne).

7. David Kezerashvili et Témour Yakobachvil sont tous deux dotés de la double nationalité, géorgienne et israélienne.

maintien de la paix russe déployé dans le cadre d'un mandat de l'ONU ne pouvait qu'attirer une réplique à l'encontre de Tbilissi). De même, aucune campagne aérienne conséquente n'a été planifiée, ni contre les installations de la capitale, ni dans le cadre d'une stratégie d'interdiction, le degré des destructions s'avérant loin d'avoir atteint celui constaté lors des conflits balkaniques des années 1990 ou lors des opérations aériennes menées par l'Alliance atlantique contre la Serbie. Détail important à relever : aucune des infrastructures pétrolières n'a fait l'objet de raids aériens comme le prouve l'attaque du port de Poti où seules les installations militaires ont subi des tirs d'armes de précision. En outre, aucune des infrastructures vitales du pays (aéroport international, BTC⁸, voies de communication, complexe militaro-industriel) n'a subi de frappes aériennes sérieuses, la zone des combats ayant concentré l'essentiel des dommages (ville et environs de Gori). En l'état, si, comme on l'a déjà mentionné, le bilan est lourd pour la Géorgie, le pays est loin d'être dévasté, son potentiel économique ayant été épargné.

In fine, pour beaucoup d'observateurs du « grand jeu » caucasien, le conflit russo-géorgien reste, à ce stade, une énigme. De nombreux scénarios, souvent irréalistes ou à l'emporte-pièce, étant régulièrement proposés pour expliquer l'évolution de la zone, la prudence s'impose donc en la matière. Il n'en demeure pas moins que les récents événements de l'été 2008 permettent d'avancer plusieurs possibilités quant à leur signification profonde :

Première hypothèse : face à une situation intérieure délicate et à l'absence de perspectives de résolutions des conflits territoriaux, Mikhaïl Saakachvili a pu être tenté de jouer son va-tout en misant sur sa dernière carte maîtresse, en l'occurrence le capital affectif dont il jouit auprès des Occidentaux depuis la révolution de la Rose de 2003.

8. Le BTC a cependant été touché « accidentellement », *a priori* par une roquette, sans que cette attaque cause de dégâts.